

# Communiqué des organisations syndicales représentatives dans les Services d'Incendie et de Secours

Paris, le 21 avril 2026

## Demande d'entrevue avec monsieur Lecornu, Premier Ministre

**Unaniment, les neuf organisations syndicales représentatives des personnels des Services d'Incendie et de Secours tirent aujourd'hui la sonnette d'alarme.**

Sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin, les sapeurs-pompiers professionnels exercent leurs missions dans des conditions de plus en plus dégradées : **effectifs insuffisants, manque d'anticipation, financements sous tension, organisation à bout de souffle.**

Ces difficultés ne sont plus théoriques, elles sont vécues quotidiennement sur le terrain.

Ces dysfonctionnements ne concernent pas seulement les personnels ; ils affectent directement les concitoyens, qui sont en droit d'attendre un haut niveau de secours, rapide, fiable et digne d'un pays comme la France, puissance économique et institutionnelle majeure. Lorsque les délais s'allongent, lorsque la fatigue s'installe, lorsque les moyens manquent, **ce sont les victimes qui en subissent les conséquences.**

La pression exercée sur les **sapeurs-pompiers professionnels et volontaires** atteint désormais ses limites. C'est au prix de leur santé et de leur sécurité que les personnels subissent des choix budgétaires et organisationnels qui ne sont plus soutenables. Les **Personnels Administratifs et Techniques**, indispensables au fonctionnement des SIS, évoluent quant à eux dans des services fragilisés, sans réelle reconnaissance, alors même que la complexité administrative ne cesse de croître.

Dans ce contexte, nous **dénonçons fermement** la méthode consistant à morceler les réformes issues du Beauvau de la Sécurité Civile, pourtant construites collectivement et attendues par l'ensemble des acteurs. Les constats sont posés depuis longtemps, les solutions existent, les propositions sont sur la table. Ce qui fait défaut aujourd'hui, c'est une volonté politique claire, lisible et à la hauteur des enjeux.

Il ne s'agit pas d'un débat corporatiste. Il s'agit de la capacité de l'État à garantir à chaque citoyen une réponse de secours efficace, sur l'ensemble du territoire, quelles que soient les contraintes budgétaires locales.

Face aux messages contradictoires reçus, à l'absence de cap assumé et aux décisions partielles qui se dessinent, **nous demandons solennellement** à être reçus par le Premier Ministre.

Nous souhaitons pouvoir exposer de manière unitaire la réalité du terrain, les alertes que nous portons depuis des années, et les risques bien réels d'un affaiblissement durable du service public du secours.

**Nous demandons également** à être entendus par les commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat afin que puisse émerger, dès 2026, une loi de modernisation de la sécurité civile, plus de vingt ans après celle de 2004, ainsi que par la commission des finances pour engager sans délai une réflexion sur un nouveau modèle de financement des SIS.

À défaut de réponses structurelles et de décisions à la hauteur des enjeux, la question de la gouvernance des Services d'Incendie et de Secours ne pourra plus être éludée. La multiplication des injonctions contradictoires, l'empilement des responsabilités sans moyens associés et l'absence de pilotage national cohérent posent désormais un problème de fond.

Continuer sans remise à plat exposerait durablement les personnels, mais aussi la population, à une baisse inacceptable du niveau de sécurité. L'engagement reconnu des personnels, ne saurait compenser indéfiniment les carences d'un système à bout de souffle. La sécurité des français exige des décisions à la hauteur des enjeux.

En l'absence de réponse de nos différents dirigeants, gouvernement et parlementaires, **nous prendrons nos responsabilités** en engageant tous les modes d'actions possibles pour que la population qui reconnaît notre engagement et notre abnégation soit assurée d'un changement profond dans la résolution des problèmes de **Sécurité Civile** qui ne vont que s'aggraver dans les mois et les années à venir.



FA SPP-PATS



CGT des SDIS



Avenir Secours



SNSPP-PATS



SUD SDIS



FO-SIS



UNSA-SDIS



SPASDIS-CFTC



CFDT SDIS